

## ASSEMBLEE DE CORSE

### DELIBERATION N° 93/127 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION RELATIVE A LA POLITIQUE FORESTIERE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE.

SEANCE DU 19 NOVEMBRE 1993

L'an mil neuf cent quatre vingt treize et le dix-neuf novembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Paul de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

#### ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Dominique BIANCHI, Jean BIANCUCCI, Dominique BUCCHINI, Dominique BURESI, Pierre-Jean CASTA, Jean-Charles COLONNA, Paul COMBETTE, Jacques FIESCHI, Jean JALPI, Norbert LAREDO, Paul-Antoine LUCIANI, Pierre-Jean LUCIANI, Toussaint LUCIANI, Marie-Paule MANCINI-NERI, Emile MOCCHI, Michel MORETTI, François MOSCONI, Paul PERFETTINI, Pierre POGGIOLI, Paul-Donat POLI, Paul QUASTANA, Simon-Jean RAFFALLI, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI, Edmond SIMEONI, Joseph SISTI, Jean-Guy TALAMONI, Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI.

#### ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

Mme Marie-Josée BELLAGAMBA à M. Dominique BURESI.  
M. Eugène BERTUCCI à M. Paul COMBETTE.  
M. Pierre-Philippe CECCALDI à M. Pierre-Jean CASTA.  
M. Joseph-Antoine CHIARELLI à M. Nicolas ALFONSI.  
M. Edouard CUTTOLI à M. Emile MOCCHI  
M. Jules-Laurent FERRANDI à M. Paul SCARBONCHI.  
M. Antoine GAMBINI à M. Jean JALPI.  
M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT à M. Pascal ARRIGHI.  
M. Ours-Ange-Pierre GRIMALDI à M. François MOSCONI.  
M. Jules-Paul NATALI à Mme Marie-Paule MANCINI-NERI.  
M. Pierre-Timothée PIERI à M. Jean-Charles COLONNA.  
M. Alphonse TAMBURINI à M. Paul-Antoine LUCIANI.  
M. Michel VALENTINI à Mme Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI.

REÇU LE  
02.DEC.1993  
PREFECTURE DE CORSE

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Louis ALBERTINI, Henri ANTONA, Jean-Marc BALESINI, Félix LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Marc MARCANGELI,

**L'ASSEMBLEE DE CORSE,**

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 91.428 du 13 mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** le règlement intérieur de l'Assemblée de Corse, visé en son article 57,
- VU** la motion déposée par le groupe "Communiste et Démocrate de Progrès", avec demande d'examen prioritaire,

**APRES EN AVOIR DELIBERE****ARTICLE PREMIER :**

**ADOPTE** la motion, dont la teneur suit :

**"L'ASSEMBLEE DE CORSE,**

**PREND ACTE** du document des Assises de la Forêt qui a alimenté les réflexions préparatoires à l'élaboration du Plan de Développement,

**REÇU LE**  
**02.DEC.1993**  
**PREFECTURE DE CORSE**

**SOULIGNE** que ce débat intervient dans un contexte marqué par des actes de violence répétés dirigés contre des personnels, des entreprises et des institutions publiques du secteur forestier,

**ADRESSE** à tous les personnels, entreprises et institutions visés par des attentats, des pressions ou des menaces, l'expression de sa solidarité active et sa condamnation claire de toutes les pratiques attentatoires aux libertés,

**RAPPELLE** qu'aucune politique dynamique de protection et d'exploitation de la forêt corse ne sera possible dans un climat interdisant aux personnels affectés à ces missions de travailler dans la sérénité,

**CONFIRME** les options générales contenues dans le Plan de Développement de la Corse en matière de politique forestière,

**DECIDE** la création d'un service forestier régional rattaché à l'O.D.A.R.C.,

**DEMANDE** à l'Etat la création d'un C.R.P.F. Corse avec les moyens financiers correspondants."

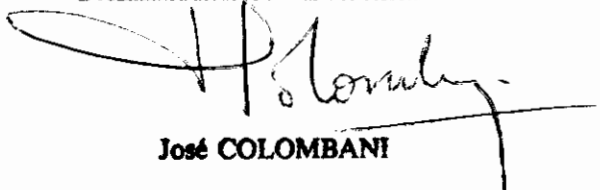
**ARTICLE 2 :**

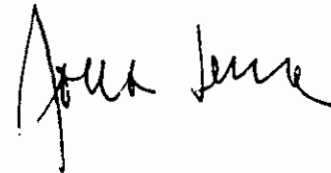
La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

**AJACCIO, le 19 Novembre 1993**

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE**

Pour copie certifiée conforme à l'original,  
Pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation,  
L'Administrateur Général des Assemblées

  
**José COLOMBANI**



**Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA**

**REÇU LE**  
**02.DEC.1993**  
**PREFECTURE DE CORSE**